

Le coton biologique et / ou équitable en Afrique de l'Ouest : état des lieux
Guy Eric KOUAKOU
Septembre 2004

Table des matières

Remerciement

Sigles

Résumé

Introduction	1
Chapitre I : Contexte générale de l'étude et base théorique.....	1
I.1. Contexte et problématique	1
I.2. Objectifs de l'étude	3
I.3. Définitions / concepts	4
I.3.1. Commerce équitable	4
I.3.2. Agriculture biologique	5
I.3.3. Certification / Labellisation	7
Chapitre II : Cas des pays ouest-africains producteurs de coton.....	8
II.1. Situation socio-économique.	8
II. 1.1. Organisation de la filière cotonnière	10
II.2. Expériences de coton destiné au commerce équitable	11
II.2.1. Quels sont les partenaires et leur rôle autour de ce projet ?	12
II.3. Expériences de coton biologique	13
II.3.1. Historique	13
II.3.2. Acteurs impliqués et rôle	14
II.3.3. Raisons motivant les paysans à la culture de coton biologique.....	15
II.3.4. Technologies adoptées en matière de fertilisation et de protection phytosanitaire dans le cadre de la production de coton biologique.	15
II.3.5. Impacts de la production de coton biologique.....	16
II.3.5.1. Impacts sanitaires et environnementaux.....	16
II.3.5.2. Impacts socio-économiques.....	17
II.3.6. Certification	17
II.3.7. Commercialisation.....	18
II.3.8. Lien entre coton biologique et coton équitable	18
II.4. Autre type de coton : le coton Bt	19
II.4.1. Qu'est-ce que le coton Bt ?.....	19
II.4.2. Opportunités et contraintes liées à l'introduction du coton Bt en Afrique de l'Ouest	20
Conclusion générale et perspectives	21
Références bibliographiques	23

Introduction

L'élaboration de ce mémoire s'inscrit dans le cadre du travail de fin d'étude de l'option Développement Durable : Savoir et actions collectives sur les environnements du DES en Sciences de l'Environnement. Le thème retenue pour ce mémoire est : **Coton biologique et / ou équitable en Afrique de l'Ouest : état des lieux.**

Le commerce est un élément clé et constant dans les relations entre pays du globe. Les échanges de produits agricoles constituent l'essentiel des échanges commerciaux.

A l'accession à la souveraineté nationale, de nombreux pays africains comme ceux de la zone occidentale ont basé leur développement sur une véritable économie de rente. Cependant, la globalisation des échanges et systèmes d'échanges mis en place des institutions internationales comme l'OMC mettent en marge un grand nombre de petits paysans de cette dynamique économique. Cette situation a suscité l'émergence de nouveaux concepts : le commerce équitable et l'agriculture biologique. L'objectif de ces concepts est de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement et garantissant les revenus des petits producteurs. Ces concepts ont émergé avec des spéculations telles que le café, le cacao, le thé. Qu'en est-il avec une spéculation comme le coton ?

Ce travail nous permettra d'acquérir les bases de la méthodologie de la recherche documentaire et aussi comprendre l'enjeu que représentent les produits agricoles de base, comme le coton, pour les populations rurales ouest-africaines.

Ce mémoire comporte un premier chapitre présentant le contexte général et les bases théoriques, ensuite un second chapitre traitant le cas des pays ouest-africains et enfin une conclusion et les perspectives.

Chapitre I : Contexte générale de l'étude et base théorique

I.1. Contexte et problématique

L'économie de nombreux pays est tributaire de l'agriculture. Après les indépendances, plusieurs Etats africains se sont lancés dans les productions agricoles, principalement les cultures de rente. Cet état de fait a amené plusieurs Etats à mettre sur pied des politiques de promotion agricole, le coton en faisant partie. Le coton est cultivé essentiellement pour sa fibre utilisée en textile et accessoirement pour ses graines. De ces graines est extraite de l'huile utilisée dans l'alimentation humaine. La farine de graine sert pour nourrir le bétail.

Il est bon de rappeler que la culture du coton se faisait en Afrique de l'Ouest avant la colonisation. Les récoltes à cette époque étaient destinées à un marché de textile local. Avec la colonisation, toute la production traditionnelle de coton a été réorganisée. La production cotonnière ouest-africaine a cédé ainsi sa place à un système intensif et exportateur pour servir les industries des puissances coloniales, la France et autres pouvoirs impérialistes. Dans les pays francophones de l'Afrique Occidentale, la production était aux mains de la CFDT (Compagnie Française de Développement du Textile). Toute production par les paysans se faisait alors par un "paquet technique" (intrants chimiques et semences) qu'imposait le monopole (GRAIN, 2004b). C'est de cette situation que les paysans ont hérité actuellement dans leur manière de produire le coton.

Comme il est indiqué dans "Perspectives Cotonnières" de juin 1999, la production ouest africaine a été multipliée par cinq au cours des trente dernières années, passant de 445 000 tonnes environ au début des années 70 à près de 2.3 millions de tonnes en 1998, améliorant ainsi le revenu de 2 millions de producteurs. A cette augmentation de la production s'ajoute une expansion des surfaces cultivées dans les pays africains de la zone franc ; ces surfaces

sont passées de 600 000 hectares au début des années 60 à plus de 2 millions d'hectares aujourd'hui, dont les 3/4 sont en Afrique de l'Ouest (BEROUD, 2001). Le coton est une culture qui s'est révélé économiquement efficace et a beaucoup contribué à la croissance des exportations et de l'économie, ainsi qu'au développement des zones rurales.

Pour accroître et maintenir des niveaux élevés de production, un usage considérable est fait des intrants chimiques ; ceux-ci ne manquent pas d'entraîner des problèmes tant environnementaux, sanitaires qu'économiques chez les petits producteurs. En effet, la culture du coton, du fait de la pression parasitaire élevée, *« est soumise à plus d'application de pesticides par saison que toute autre culture ; au moins un quart de tous les insecticides agricoles utilisés (extrêmement et hautement dangereux, (Classe 1a et Classe 1b de l'OMS) à travers le monde sont consacrés largement au coton »* (Anonyme, 1998). Comme la plupart des utilisateurs sont illettrés ou inconscients des dangers, ou par manque d'équipements adaptés parce que trop chers, les agriculteurs et leurs familles exposées souffrent de nombreux problèmes de santé parce que les liquides pulvérisés se déversent dans les cours d'eau, contaminant l'eau potable (Anonyme, 1998). Il y a de gros risques d'intoxication. Selon HAFMANS (2001), rien que dans la principale région cotonnière du Bénin, 73 accidents furent officiellement recensés, dont 37 décès au cours de la saison 1999 / 2000. De plus, comme ils n'ont pas conscience des problèmes résultant de la résistance aux pesticides et de la destruction des prédateurs naturels, les agriculteurs réagissent souvent aux pullulations de ravageurs en appliquant plus de pesticides, entre 18 et 30 épandages par an selon KNIRSCH (1993) cité par HAFMANS (2001). Ce facteur ne fait qu'aggraver le problème, une situation connue sous le nom de « cercle vicieux des pesticides » (Anonyme, 1998). Dès qu'il est entré dans ce cercle vicieux, l'agriculteur doit faire face à des coûts toujours plus élevés de pesticides, à une aggravation potentielle des problèmes parasitaires et à une baisse des rendements, entraînant une diminution croissante de ses revenus.

Par ailleurs, d'une part, la dégradation des termes de l'échange pour les pays en voie de développement, et d'autre part, la décroissance et l'extrême fluctuation des cours des matières premières sur le marché mondial ne garantissent pas à long terme tout projet d'investissement par les producteurs (HUREL, 2004).

Cette précarité économique s'accroît en raison de nombreuses subventions que les pays développés octroient à leurs agriculteurs. Ces subventions encouragent la surproduction et elles ont un effet de distorsion sur les cours mondiaux des produits de base. Pour exemple, un volume d'environ 10 000 000 tonnes de coton bénéficie de subvention pour sa production, ce qui représente près de 50 % de la production mondiale, ou mieux encore à 160 % du total des exportations mondiales (FOK, 2002).

Ces dysfonctionnements du marché mondial du fait des subventions sont préjudiciables à l'économie de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, une des régions les plus pauvres au monde (WATKINS et SUL, 2002). Selon une étude diligentée par les ministres de l'agriculture de l'AOC et rapportée par CHANSELMÉ en avril 2004, les subventions ont entraîné une réduction des recettes nettes d'exportation des pays de l'AOC d'environ 250 millions de dollars en 2001 – 2002, aggravant ainsi la pauvreté de millions de personnes alors que le coton est d'une importance capitale pour l'AOC. Ces chiffres, ci-après, fournis par la Commission des Communautés Européennes en témoignent :

- En 2001-2002, l'AOC a produit 1.1 millions de tonnes de coton, ce qui représente 5.1 % de la production mondiale, et en a exporté 801 000 tonnes, soit 12.7 % du commerce mondial de coton.

- Pendant la période 1998-1999, le coton a représenté 30 % des exportations totales du Mali, 40 % du Bénin, 33 % du Tchad et 44 % du Burkina Faso.

En outre, dans le monde entier et dans les pays développés en particulier règne ces dernières années une psychose alimentaire avec la vache folle, la peste porcine, la crise de la dioxine, les résidus de pesticides sur les aliments, la fièvre aphteuse, le débat sur les OGM, etc. Ces facteurs créent chez le consommateur une crise de confiance dans les systèmes de production conventionnelle.

A cet effet, vu les nombreuses contraintes liées aux systèmes de production conventionnelle et aux systèmes de commercialisation traditionnelle, pour rejoindre HAFMANS (2001), des systèmes alternatifs économiquement et environnementalement viables pour les petits paysans s'avèrent nécessaires.

Depuis un temps, les secteurs agricoles et commerciaux essaient de réagir en s'orientant vers d'autres types de cultures respectueuses de l'environnement et garantissant à long terme les revenus des paysans. C'est ainsi qu'apparaissent l'agriculture biologique et le commerce équitable.

En Afrique, l'agriculture biologique certifiée est un phénomène encore récent. Les produits biologiques africains qui sont exportés sont les fruits, les légumes, le café, le cacao (DIAKITE et DJOUARA, 2003). Ceux-ci sont soumis à des contrôles interne et externe sur la qualité du produit et sur le mode de production ; ces contrôles sont effectués par des organismes indépendants.

Concernant le commerce équitable, il est généralement initié par des ONG et porte principalement sur les produits agricoles tels que le café, le cacao, etc.

Qu'en est-il d'un produit agricole comme le coton qui occupe une place importante dans l'économie de nombreux pays ouest-africains ?

Quel est l'état des lieux sur le coton biologique et / ou équitable en Afrique de l'Ouest ? Quels sont les acteurs en présence ? Qui négocie quoi ?

Pour notre part, nous essayerons de savoir comment s'organise la labellisation de ces produits. Est-ce que les personnes certificatrices viennent du Nord ou sont-elles recrutées localement ?

I.2. Objectifs de l'étude

L'objectif principal est de collecter des données relatives à la production de coton biologique et / ou équitable dans les pays ouest-africains qui en ont une expérience.

Spécifiquement, pour l'étude, il s'agit de :

- Identifier les acteurs intervenant dans la labellisation de ces types de coton ;
- Savoir comment s'organise la labellisation en Afrique de l'Ouest ;
- Identifier les liens entre les différents acteurs de la labellisation du coton biologique et ceux de la labellisation du coton destiné au commerce équitable.

I.3. Définitions / concepts

Il est nécessaire de définir au départ certaines notions qui nous semblent utiles pour mieux orienter notre étude.

I.3.1. Commerce équitable

Appelé au départ « commerce alternatif », le commerce équitable est apparu il y a une trentaine d'année (POULIQUEN, 2003).

Selon JOHNSON (2002), le commerce équitable pourrait se définir comme un « *ensemble de pratiques socio-économiques* » en réponse aux distorsions du commerce international conventionnel injustes aux producteurs ruraux des pays du Sud.

Pour HUREL (2004), la définition du commerce équitable se rattache à celle du développement durable. En effet, d'après cet auteur, c'est un commerce qui cherche « *un équilibre entre l'action économique, la protection de l'environnement, le développement social et le respect de l'expression culturelle et politique* ».

La plupart du temps, les initiateurs du commerce équitable sont des ONG et chacune en donne une définition. Selon EFTA (European Fair Trade Association), rapporté par JOHNSON (2002), c'est « *un partenariat commercial qui vise un développement durable pour les producteurs exclus ou désavantagés. Il cherche à réaliser cela en proposant de meilleures conditions commerciales [aux producteurs], en éduquant [les consommateurs] pour provoquer une prise de conscience et en menant des campagnes* ».

Pour harmoniser tous les points de vue, en octobre 2001, le réseau informel « FINE » en a formulé une définition unique, acceptée par tous les acteurs du mouvement ; elle est rapportée par BOWEN (2001) et est libellée comme suit : « *Le commerce équitable est un partenariat commercial fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète* ».

Pour nous, il n'est pas judicieux de définir un concept par un autre dont la définition n'est pas clairement établie. En effet, toutes ces définitions s'arriment à celle du concept de développement durable. Il n'est pas judicieux de procéder ainsi, en ce sens que la définition du "développement durable" n'est pas elle-même clairement établie. C'est certainement ce fait qui concourt à l'instauration de plusieurs définitions au concept de commerce équitable.

Nous retenons, néanmoins, deux dimensions qui transparaissent de ces définitions, à savoir : les dimensions socio-économique et environnementale. Celles-ci orientent la mise en place des principes du commerce équitable.

En effet, d'un point de vue socio-économique, le commerce équitable vise à obtenir un prix juste aux petits producteurs (HAFFMANS, 2001; JOHNSON, 2002; POULIQUEN, 2003; HUREL, 2004). C'est le slogan de la plupart des organisations de commerce équitable dans le monde notamment Max Havelaar, EFTA, IFAT (International Federation for Fair Trade) etc. Ce prix juste, selon les auteurs, permet aux producteurs de couvrir les coûts réels de production et leur permet de subvenir à leurs besoins élémentaires et ceux de leur famille (santé, éducation, logement, etc.). Ce prix étant fixé indépendamment des cours mondiaux, les paysans sont ainsi à l'abri des nombreuses fluctuations du marché mondial.

Ce prix juste peut être obtenu notamment en éliminant les différents niveaux d'intermédiaires dans la chaîne de commercialisation (HUREL, 2004).

L'un des facteurs économiques les plus déterminants est le préfinancement des commandes par les organisations de commerce équitable. C'est un avantage pour les producteurs dans la mesure. Ils peuvent ainsi s'acheter des intrants leur évitant de faire appel à des prêts pour boucler leur saison ; ces prêts conduisent généralement le producteur à entrer dans une spirale d'endettement (BOWEN, 2001).

En matière d'environnement, il est recommandé aux producteurs d'exercer des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. Concrètement, il leur est demandé, d'après HUREL (2004) de diminuer l'utilisation des intrants chimiques (engrais chimiques et pesticides de synthèses), de maintenir et d'améliorer la fertilité des sols et de réduire la consommation d'eau.

Le « mouvement » du commerce équitable, d'après JOHNSON (2002), vise certainement des objectifs commerciaux. Mais il repose aussi largement sur une base militante, d'information et d'éducation au consommateur qui ne vise pas uniquement à augmenter la part des marchés. En s'interrogeant sur l'origine des produits qu'il achète et leur contenu social et environnemental, le consommateur s'engage dans une démarche de consommation responsable (HUREL, 2004). Mais la plupart du temps, les produits issus du commerce équitable ont un prix supérieur à celui du marché conventionnel. Ce qui fait que, partageant l'avis de HUREL (2004), l'achat de ces produits ne peut être que le fait de « *groupes sociaux favorisés* ». Même si pour certains auteurs comme BOWEN (2001), l'achat d'un produit équitable est guidé par le souci de qualité, *est-ce que ce prix supérieur ne risque-t-il pas de réduire le marché du commerce équitable ?*

Plusieurs associations s'investissent dans le commerce équitable, chacune avec ses critères de labellisation. *La crédibilité du commerce équitable ne passe-t-elle pas la mise d'un système officiel et unique de certification comme pour les produits biologiques ?*

L'EFTA (Association européenne de commerce équitable), par exemple, importe actuellement des produits de 800 partenaires commerciaux situés dans 45 pays du Sud, représentant 800 000 familles de producteurs soit cinq millions de personnes environ. Ces chiffres démontrent l'enjeu que constitue le commerce équitable pour les paysans pauvres.

Par ailleurs, le commerce équitable représente aujourd'hui près de 1 % du commerce mondial et porte essentiellement sur des produits de base tels que le café, le thé, le cacao, les bananes, etc, ainsi que sur des produits artisanaux (PAILLET et KORECKA, 2003).

I.3.2. Agriculture biologique

Les explications et les définitions relatives à l'agriculture biologique sont multiples mais nous retenons pour commencer celle donnée par la Commission du Codex Alimentarius FAO / OMS en 1999 et libellée comme suit : « *L'agriculture biologique est un système de gestion holistique de la production qui favorise la santé de l'agrosystème, y compris la biodiversité, les cycles biologiques et les activités biologiques des sols. Elle privilégie les pratiques de gestion plutôt que les méthodes de production d'origine extérieure, en tenant compte du fait que les systèmes locaux doivent s'adapter aux conditions régionales. Dans cette optique, des méthodes culturales, biologiques et mécaniques sont, dans la mesure du possible, utilisées de préférence aux produits de synthèse, pour remplir toutes les fonctions spécifiques du système* ». Pour notre part, nous pensons que cette définition ne prend pas en compte la dimension sociale ; c'est pourquoi nous jugeons utile de la compléter par celle donnée par

IFOAM qui considère que « *l'agriculture biologique est un ensemble d'approches basées sur un ensemble de processus résultant d'un écosystème durable, d'une alimentation saine, du bien-être animal et d'une équité sociale. L'agriculture biologique est donc plus qu'un système de production qui inclut ou exclut certains intrants* ». Notons que l'IFOAM est la Fédération Internationale des Mouvements de l'Agriculture Biologique qui compte 750 organisations-membres couvrant 100 pays. Si nous nous en tenons à ces définitions, le but explicite de l'agriculture biologique est de contribuer à accroître la durabilité.

Il existe deux catégories au niveau de l'agriculture biologique : l'agriculture biologique certifiée et l'agriculture biologique non certifiée (SCIALABBA et HATTAM, 2002).

Les agriculteurs qui veulent accéder au marché international font certifier leur production par des organismes indépendants. Il y a ceux qui pratiquent l'agriculture biologique sans chercher une quelconque certification et dont la production est destinée à la consommation ou au marché local. Ces pratiques incluent plusieurs systèmes traditionnels issus des pays en développement.

Dans tous les cas, ces deux types d'agriculture biologique poursuivent les mêmes objectifs qui sont :

- *Maintenir et améliorer la fertilité du sol ;*
- *Lutter contre la désertification ;*
- *Maintenir la biodiversité ;*
- *Promouvoir l'utilisation des semences de variétés locales ;*
- *Soutenir les groupes sociaux les plus vulnérables.* (SCIALABBA et HATTAM, 2002 ; TON, 2002 ; WILLER et YUSSEFI, 2004 ; MYERS, 1995 ; MYERS, 2000, PARROTT et MARSDEN, 2004).

En Afrique, la production biologique certifiée représente « la partie émergée de l'iceberg des productions biologiques » (PARROTT et KALIBWANI cités par WILLER et YUSSEFI (2004). Des ONG locales et des organisations d'agriculteurs aussi bien que des agences de développement adoptent de plus en plus des techniques biologiques comme moyen pour améliorer la productivité et pour faire face aux problèmes urgents de sécurité alimentaire auxquels sont confrontés une grande majorité d'Africains.

Le secteur de l'agriculture biologique est en pleine croissance. Selon SCIALABBA et HATTAM (2002), les ventes de produits organiques ont atteint 20-25 % par an en une décennie générant ainsi de nombreuses retombées économiques et s'estime en volume à 16 millions de dollars. Néanmoins, ces ventes de produits organiques ne représentent que 1 à 2 % des ventes globales des produits alimentaires. Cette progression des ventes est due en partie au consommateur qui est à la recherche permanente de produits alimentaires de qualité avec toutes les crises actuelles.

En terme de surface cultivée, selon une étude menée conjointement par IFOAM et la Fondation pour l'Ecologie et l'Agriculture (SOL), la surface globale utilisée par l'agriculture biologique certifiée était estimée en 2002 à 17.8 millions d'hectares avec 60 000 hectares en Afrique.

L'agriculture biologique se présente bénéfique pour certains marchés marginalisés où les paysans pauvres n'ont pas accès aux intrants modernes et aux technologies ; ils pourraient alors augmenter la productivité de leur système traditionnel en optimisant l'utilisation des ressources locales. Autres avantages, c'est le prix de premier choix que paie l'agriculture biologique aux paysans, en le comparant à celui du marché conventionnel. Selon le Comité de l'Agriculture de la FAO en sa quinzième session en 1999, les produits biologiques certifiés sont vendus à des prix dépassant souvent 20 % à 30 % ceux de produits identiques provenant

d'autres types d'établissements agricoles. Cet argument est soutenu par EL-HADJI *et al.* (2001) et la raison évoquée est que, comme le coût de la main d'œuvre est peu élevé, surtout dans les pays en voie de développement, les systèmes biologiques ont des coûts de production plus bas que les autres et donc une plus forte compétitivité. Sachant qu'en Afrique, à l'exception

de l'Égypte et de l'Afrique du Sud, la plupart des produits biologiques certifiés sont destinés à l'exportation (WILLER et YUSSEFI, 2004), cette alternative pourrait être un moyen pour les paysans pauvres d'accroître leur revenu agricole.

Toutefois, les paysans s'adonnant à l'agriculture biologique doivent faire face à d'énormes incertitudes. Il y a souvent un manque d'informations nécessaires à la conversion à l'agriculture biologique ; selon la FAO (1999), pour « 63 % des agriculteurs de l'Afrique subsaharienne et 73 % des agriculteurs nord-américains, le manque de données est un obstacle à l'adoption de ce mode d'exploitation ». En outre, il y a souvent une insuffisance voire une absence de soutien institutionnel notamment dans les pays en voie de développement ; ce soutien est nécessaire pour faire prospérer l'agriculture biologique dans le sens d'une alternative agricole durable. Cette insuffisance se résume en une absence de structures régulatrices de l'agriculture biologique, de lois nationales, de corps d'inspection, de certification, de commercialisation (EL-HADJI *et al.*, 2001). Il y a également le coût élevé des certifications qui fait que de nombreux petits producteurs du Sud ne peuvent accéder au marché mondial surtout que la plupart des marchés de produits biologiques se trouvent dans les pays du Nord ; les plus grands marchés étant les États-Unis, le Japon et l'Union Européenne (TON, 2002a). Selon PARROTT et MARSDEN (2002), la demande de produits biologiques a presque doublé en trois ans dans les pays du Nord et certaines estimations font état d'une croissance de 1 à 10 % dans les dix ans à venir.

Concernant le coton biologique, il fait son apparition simultanément aux États-Unis et en Turquie au début des années 1990 (TON, 2002 a ; MYERS, 1995 ; MYERS, 2000).

Selon MYERS (2000), il est difficile d'avoir des chiffres exacts sur la production en coton biologique souvent pour des raisons d'instabilité commerciale mais on se fie à des informations données par des gestionnaires de projets, des consultants et des organismes de certification. En 2002, d'après les estimations fournies par TON (2002 a), la production de coton biologique était en pleine croissance. Le volume de fibres organiques vendues depuis 1992/1993 est estimé à 6 000 tonnes par an ; ce qui représente seulement 0.03 % des 20 millions de tonnes de cotons fibres vendues mondialement.

Les prix pratiqués sur le marché sont de premier choix et peuvent dépasser ceux des cotons conventionnels de 30 % (MYERS, 1995 ; TON, 2002 a).

I.3.3. Certification / Labellisation

Comment reconnaît-on sur le marché un produit conventionnel d'un produit issu du commerce équitable ou issu de l'agriculture biologique ?

Les organismes de commerce équitable et ceux impliqués dans les produits biologiques ont mis en place un certain nombre de mécanismes et de règles devant garantir notamment la provenance du produit. Ces processus sont soit nommés certification soit labellisation.

Selon JOHNSON (2002), au niveau du commerce équitable, la labellisation est le processus de vérification des conditions de production et de commercialisation du produit ; ce qui permet d'établir une stratégie de commercialisation dans tout type de surface. Elle est le fait d'ONG comme Max Havelaar qui « *n'est pas une marque mais un label qui authentifie un*

produit répondant aux strictes normes du commerce équitable. Il n'intervient pas dans la commercialisation. L'association ne vend ni n'achète de produits. C'est une structure indépendante » (POULIQUEN ,2003). Elle engage une relation de partenariat avec les producteurs ou structures engagées dans la production et définit des normes d'équités précises par produit.

Concernant les produits biologiques, la certification, selon la FAO, est faite par des organismes de contrôle indépendant comme IFOAM, ECOCERT. Elle est basée sur des normes nationales à base juridique (reposant généralement sur les lignes directrices publiées par la Fédération internationale des mouvement d'agriculture biologique).

A la différence alors des produits biologiques, le commerce équitable est dépourvu de base juridique et les critères équitables varient d'une organisation à l'autre (JOHNSON, 2002). Cette situation laisse la porte ouverte à toutes sortes d'imprécisions et les usages abusifs peuvent être possibles. Une autre différence, d'après JOHNSON (2002), réside dans le fait que le coût de la certification biologique est supporté par le producteur tandis que celui du commerce est assumé en aval par le consommateur ou l'importateur. Ce coût de la certification biologique, pour notre part, pourrait être un frein à l'émergence d'une agriculture biologique dans les pays en voie de développement où les paysans ont des revenus faibles. Cela est d'autant plus vrai que la plupart des agences de certification biologique et de commerce équitable reconnues sur le plan international sont situées en Europe et aux Etats-Unis.

Chapitre II : Cas des pays ouest-africains producteurs de coton

II.1. Situation socio-économique.

Les principaux pays producteurs de l'Afrique de l'Ouest sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo. Chacun de ces six pays a ses propres caractéristiques socio-économiques, ses cultures et ses propres structures de gestion de la filière coton en général.

Tableau 1 : Indicateur du Développement Humain (2001)

<i>Pays / Régions</i>	<i>Classement selon l'IDH (N=175)</i>	<i>Espérance de vie à la naissance (années)</i>	<i>Taux d'alphabétisation (% de la population de 15 ans et plus)</i>	<i>PIB par habitant (PPA)</i>
<i>Bénin</i>	<i>159</i>	<i>50.9</i>	<i>38.6</i>	<i>980</i>
<i>Burkina Faso</i>	<i>173</i>	<i>45.8</i>	<i>24.8</i>	<i>1120</i>
<i>Côte d'Ivoire</i>	<i>161</i>	<i>41.7</i>	<i>49.7</i>	<i>1490</i>
<i>Mali</i>	<i>172</i>	<i>48.4</i>	<i>26.4</i>	<i>810</i>
<i>Sénégal</i>	<i>156</i>	<i>52.3</i>	<i>38.3</i>	<i>1500</i>
<i>Togo</i>	<i>141</i>	<i>50.3</i>	<i>58.4</i>	<i>1650</i>
<i>OCDE</i>	<i>-</i>	<i>77</i>	<i>-</i>	<i>23 363</i>
<i>Etats-Unis</i>	<i>7</i>	<i>76.9</i>	<i>-</i>	<i>34 320</i>
<i>Royaume Uni</i>	<i>13</i>	<i>77.9</i>	<i>-</i>	<i>24 160</i>
<i>Afrique Subsaharienne</i>	<i>-</i>	<i>46.5</i>	<i>62.4</i>	<i>1831</i>
<i>Monde</i>	<i>-</i>	<i>66.7</i>	<i>-</i>	<i>7 376</i>

Source : PNUD 2003

Le tableau 1 présente quelques paramètres mesurant le développement humain dans ces pays. Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et la Côte d'Ivoire appartiennent au groupe de pays avec un niveau faible de développement. Ils sont respectivement 159^{ème}, 173^{ème}, 172^{ème}, 156^{ème} et 161^{ème} au niveau de l'indice de développement humain (IDH). Le Togo appartient au groupe de pays avec un niveau moyen de développement même s'il se trouve en fin de classement de ce groupe. Il occupe la 141^{ème} place alors que les pays de ce groupe ont un classement compris entre les 56^{ème} et 141^{ème} places

En regardant les Produits Intérieurs Bruts (PIB), en 2001 le Mali et le Burkina Faso ont les niveaux les plus bas. L'on comprend aisément la place qu'occupe la culture du coton dans l'économie de ces pays (voir tableau 2).

On note également un grand écart entre l'espérance de vie dans ces pays et dans les pays OCDE. L'espérance de vie est la plus basse en Côte d'Ivoire parmi ces six pays, probablement du fait du taux de VIH/SIDA qui est le plus élevé de l'Afrique (9.65 % de la population active en 2001 selon le PNUD).

Le tableau 1 nous montre également que les taux d'alphabétisation des adultes varient d'un pays à l'autre et sont les plus bas au Burkina Faso et au Mali. Cet état de fait peut expliquer en partie les nombreux cas d'intoxication qui surviennent dans la mauvaise utilisation des pesticides par les paysans. Ces intoxications peuvent être dues au non respect des précautions de manipulation inscrites sur les étiquettes. Il y a aussi le fait que parfois les doses recommandées ne sont pas respectées, entraînant ainsi les risques de résistance des ravageurs. A cela s'ajoute les détournements des produits phytosanitaires vers d'autres types de cultures ; parce qu'un tel produit a marché pour le coton, on l'essaie pour une autre culture qui n'a pas les mêmes caractéristiques que le coton. L'illettrisme n'est pas le seul facteur explicatif. Ce fait s'expliquerait aussi par le faible niveau d'apprentissage des techniques agricoles intensives.

La culture du coton se pratique depuis longtemps dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest mais l'expansion de la production est survenue essentiellement durant la période post-indépendante. Dans les années 60, la production cotonnière était dans ces pays d'environ 100 000 tonnes ; elle est à présent de près d'un million de tonnes (BADEN, 2004). L'effet combiné de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994 et la hausse du cours mondial en 1994 et 1995 a, en outre, amélioré à court terme la rentabilité et la compétitivité de la filière (TEFF *et al.*, 1998). Pour WATKINS et SUL (2002), entre 1993 et 1998, à un accroissement de 175 % de la production cotonnière, s'est associé une baisse des niveaux de pauvreté de 50 % à 42 % dans les pays ouest-africains où le coton était cultivé. Le coton se présente ainsi comme la principale culture de rente et une source majeure de recettes publiques pour certains pays de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau 2 : Part des exportations de coton égrené dans les exportations agricoles totales et dans le PIB total.

<i>Part</i>	<i>Part dans les exportations agricoles (%)</i>	<i>Part dans le PIB total (%)</i>
<i>MOYENNE 1999-2002</i>		
<i>Bénin</i>	<i>70.8</i>	<i>5.6</i>
<i>Mali</i>	<i>57.0</i>	<i>3.2</i>
<i>Burkina Faso</i>	<i>62.1</i>	<i>4.2</i>
<i>Togo</i>	<i>37.0</i>	<i>2.8</i>
<i>Côte d'Ivoire</i>	<i>6.1</i>	<i>1.2</i>

Source : FAOSTAT et Banque Mondiale 2003

A travers le tableau 2, on remarque que, pendant la période 1999-2002, le coton a représenté 70.8 % des exportations agricoles totales du Bénin, 62.1 % pour le Burkina Faso et participant, respectivement pour 5.6 % et 4.2 % du PIB de ces pays.

Mais, selon BADEN (2004), cet effet n'a pas duré, car les cours mondiaux ont brutalement chuté à compter de 1996. D'après cet auteur, en octobre 2001, le cours du coton a atteint son niveau le plus bas depuis trente ans et en termes réels, son niveau le plus bas depuis que les cours du coton sont enregistrés.

A cela s'ajoutent les nombreuses subventions que les pays du Nord accordent à leurs producteurs, subventions qui ont un effet de distorsion sur le marché mondial de coton (HATTMAN, 2001 ; WATKINS et SUL, 2002 ; BADEN, 2004 ; CHANSELME, 2004). Les pertes directes pour l'Afrique de l'Ouest découlant des subventions américaines et européennes sont estimées à 250 millions de dollars par an (BADEN, 2004 ; CHANSELME, 2004). Pour WATKINS et SUL (2002), pour la seule année 2001, les deux-tiers des 302 millions de dollars de pertes, à savoir 191 millions de dollars, ont été subies par plusieurs pays producteurs de l'Afrique de l'Ouest ; le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire étant les plus durement touchés. Pour ces mêmes auteurs, l'impact des subventions se traduit par des pertes de devises équivalant en 2001 à :

- *Burkina Faso : 1 % du PIB et 12 % des recettes d'exportation ;*
- *Bénin : 1.4 % du PIB et 9 % des recettes d'exportation ;*
- *Mali : 1.7 % du PIB et 8 % des recettes d'exportation.*

Il est important de noter que le coton, dans certaines zones rurales où il est cultivé, assure aux paysans un revenu participant à toutes les dépenses ayant trait à la santé, à l'éducation, à l'achat d'outils et de matériaux de construction. Certains villageois de "Logokourani" (petit village du Burkina Faso) attribuent l'amélioration dans les domaines de l'éducation et de la santé à la hausse du revenu du coton.

II. 1.1. Organisation de la filière cotonnière

La Compagnie Française pour le Développement des Textiles (CFDT), aujourd'hui DAGRIS, est à l'origine de l'industrie cotonnière moderne dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (Perspectives Cotonnières, 1999). A l'accession à l'indépendance de ces pays, la CFDT est le plus souvent restée actionnaire minoritaire des sociétés cotonnières nationales. Ces dernières, à capitaux étatiques, étaient chargées d'organiser la filière cotonnière. A l'image de la Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT), elles assuraient non seulement la distribution des semences, des intrants mais aussi l'encadrement des paysans qui sont regroupés en organisation de producteurs. L'achat du coton, son égrenage, sa commercialisation et son exportation sont également le fait de ces entreprises parapubliques. Le fait que le secteur du coton soit ainsi aux seules mains de l'Etat nuit à son développement économique, et ce pour plusieurs raisons (Perspectives Cotonnières, 1999) :

- *Le faible niveau des prix payés aux producteurs réduit leur revenu, donc leur aptitude à investir dans des techniques de nature à accroître la productivité.*
- *La production de coton ne réalise pas pleinement son potentiel d'appui à l'investissement dans d'autres activités de l'économie rurale, les producteurs de coton ne pouvant utiliser leur récolte que pour garantir les emprunts destinés à financer l'achat d'intrants.*

- *Les investissements potentiels sont privés de la possibilité de créer de nouvelles activités qui s'appuient sur la dynamique engendrée par le secteur cotonnier.*

En 1998, selon BAFES (2000), des réformes sont apparues dans la filière coton avec l'instauration d'un marché libre régi par une concurrence accrue. Avec la libéralisation de la filière, on observe l'apparition de divers acteurs privés qui y interviennent. Au Bénin, par exemple, le nombre d'usines d'égrenage est passé de neuf en 1994 à dix-sept en 2001 et le nombre de sociétés distributrices d'intrants est passé de deux en 1994 à plus de dix-huit en 2001.

En Côte d'Ivoire, ces réformes ont abouti à la privatisation du secteur ; on se retrouve ainsi avec la création de plusieurs sociétés à compétence régionale avec, d'après BERTHOME (2003), deux variantes, à savoir :

- *Soit une autonomie complète de ces sociétés régionales, ce qui les conduit à établir des relations spécifiques avec les organisations paysannes de leur région ;*
- *Soit un accord national de type interprofessionnel sur un certain nombre de paramètres (notamment le prix au producteur), ce qui conforte le rôle de l'organisation paysanne faîtière.*

Les paysans regroupés au sein d'organisations professionnelles participent souvent au capital de ces sociétés ; c'est le cas de la LCCI (La Compagnie Cotonnière Ivoirienne) en Côte d'Ivoire.

Tous les pays n'ont pas suivi immédiatement ces processus de privatisation. Ce n'est récemment que l'Etat burkinabé a cédé ses parts à d'autres actionnaires, les producteurs en faisant parti.

Il est important de noter que la plupart des paysans cultivent le coton sur des plantations familiales de dimensions variables ; au Burkina Faso, notamment, la plupart des plantations occupent entre 0.5 hectare et 1.5 hectare (WATKINS et SUL, 2002).

Par ailleurs, du fait de la non mécanisation de la culture du coton dans les zones rurales ouest-africaines, le coût de production dans cette région de l'Afrique est l'un des plus bas au monde. On plante, on désherbe et on récolte à la main. La traction animale est utilisée pour la charrue. Ce qui rend le coton ouest-africain compétitif sur le marché mondial. A cela s'ajoute la qualité reconnue du coton africain ; la récolte se fait à la main.

II.2. Expériences de coton destiné au commerce équitable

Aucune expérience de coton "équitable" n'a été répertoriée dans les pays ouest-africains producteurs de coton, dans les limites de nos recherches. Toutefois, des projets sont initiés actuellement dans certains pays en vue de créer une filière de coton équitable. Ces projets sont récents et nous ne disposons pas d'assez d'informations pour notre étude.

Depuis le début de l'année 2002, le Ministère français des Affaires Etrangères et la compagnie cotonnière française Dagrís, contrôlée par l'Etat français, en lien avec Max Havelaar France ont entrepris la création d'une filière de coton équitable dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest à savoir, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. L'association justifie le choix du coton pour plusieurs raisons qui sont :

- Au niveau socio-économique, plusieurs personnes dans les pays en développement dépendent de la culture du coton. Au Burkina Faso, par exemple, ce sont environ 2 millions de personnes qui vivent de la production du coton et qui travaillent dans des

conditions de travail difficiles. A cela, s'ajoutent les conséquences économiques dues aux politiques de subventions américaines et européennes qui dépriment les cours mondiaux.

- Au niveau environnemental, l'impact environnemental préoccupant de la culture de coton conventionnel ; ce type de culture utilise 24 % des pesticides vendus dans le monde pour seulement 2.4 % de la surface agricole mondiale.

Pour rejoindre BORIS (2003), « *la question de la faisabilité reste posée* ». La faisabilité du projet se présente pour DAGRIS comme un véritable défi ; et cela parce que non seulement, la filière coton est complexe, et connaît un grand nombre d'intervenants, mais aussi parce qu'il faut transposer le concept de commerce équitable à un produit non-alimentaire alors que le concept était jusqu'à présent applicable aux produits alimentaires (DUCOEUR, 2004).

L'association Max Havelaar France et DAGRIS estiment que trois ans de recherche et développement sont nécessaires pour créer la filière coton équitable et pensent que les premiers produits textiles pourraient arriver sur le marché français dès le printemps 2005 (BORIS, 2003 ; DUCOEUR, 2004 et <http://www.maxhavelaarfrance.org/ressources/cp-filiere-coton.htm>).

II.2.1. Quels sont les partenaires et leur rôle autour de ce projet ?

Les sociétés cotonnières et les organisations de producteurs sont associées au projet (voir tableau 3 ci-dessous).

Elles sont déjà structurées et organisées en vue de la réalisation du projet. Il est même créé, au Mali, à la CMDT (Compagnie Malienne de Développement du Textile) une Division Commerce Equitable au sein de la Direction de la Production Agricole (VALENGHI et TRAORE, 2004).

Tableau 3 : sociétés cotonnières et organisations de producteurs impliquées dans le projet

<i>Pays</i>	<i>Sociétés cotonnières</i>	<i>Organisations de producteurs</i>
<i>Burkina Faso</i>	<i>SOFITEX</i>	<i>Union Nationale des Producteurs de Coton du Burkina</i>
<i>Mali</i>	<i>CMDT</i>	<i>Syndicat des Producteurs de Coton et Vivriers</i>
<i>Sénégal</i>	<i>SODEFITEX</i>	<i>Fédération Nationale des Producteurs de Coton</i>

Source : DAGRIS, 2004

Le groupe DAGRIS est chargé de mener les actions auprès des organisations de producteurs de coton et des sociétés cotonnières. L'association Max Havelaar, quant à elle, est chargée de mener les actions auprès des consommateurs, distributeurs et opérateurs industriels, ainsi que celles relatives à la certification des producteurs et la labellisation des produits. Le Ministère français des Affaires Etrangères assure le projet de son soutien politique et financier à hauteur de 600 000 euros. Le Centre pour le développement de l'entreprise, institution du groupe des Etats ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) apporte aussi sa contribution financière pour la mise en œuvre du projet. Il a débloqué 200 000 euros à cet effet (BORIS, 2003 et DUCOEUR, 2004).

II.3. Expériences de coton biologique

Pour rappel, le coton biologique est le coton produit en s'abstenant systématiquement de l'utilisation des produits chimiques de synthèse (engrais chimiques et pesticides de synthèse). Ce coton est produit en valorisant les ressources locales telles que les graines de neem (arbre local dont les graines ont des propriétés insecticides), les plantes insecticides et insectifuges, la bouse de vache, le fumier, le tourteau de palmiste... (Anonyme, 2002a).

Toutes les données fournies ici proviennent des rapports sur le coton biologique sur le Bénin et le Sénégal (Rapport de PAN-UK) et sur le Mali (Rapport Helvetas, 2003).

II.3.1. Historique

Les premières expériences de coton biologique ont démarré en Afrique Sub-saharienne au début des années 1990. Les pays ouest-africains concernés sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal.

Au Bénin, l'initiative de produire du coton biologique est née à l'issue d'une étude réalisée sur les possibilités d'établir des liens commerciaux en coton durable entre le Bénin et les Pays-bas en 1994 et d'une rencontre sur le coton et l'environnement en 1995. Ce n'est qu'en 1996 que la phase pilote du projet de coton biologique a démarré. Ce dernier a été porté par l'OBEFAB (Organisation Béninoise pour la Promotion de l'Agriculture Biologique) en lien avec PAN UK (Pesticide Action Network United Kingdom) pour son soutien financier (Anonyme, 2002a).

La première expérience de production de coton biologique au Sénégal a démarré à partir de 1995 grâce à ENDA-Pronat et PAN UK (Anonyme, 2002b). Le programme a commencé par une campagne de sensibilisation aux dangers liés à l'utilisation des pesticides chimiques de synthèse. Par la suite, une étude de faisabilité pratique s'est effectuée en 1994 avec deux paysans volontaires. Les résultats prometteurs obtenus ont permis en avril 1995 de procéder au recensement et à la sélection des paysans volontaires pour la réalisation du projet.

Au Mali, l'initiative de production de coton biologique est venue d'une ONG suisse, Helvetas (Association suisse pour la coopération internationale, www.helvetas.ch). C'est dans les zones de Yanfolia et Kolondiéba, au sud du Mali, que le programme de coton biologique a commencé ses travaux en 1998 par une étude de faisabilité. Sur base de certains constats, endettement des producteurs et baisse de la fertilité du sol, et à partir d'expériences positives de coton biologique au Bénin et au Sénégal, une expérimentation de trois ans a démarré sur la faisabilité technique et organisationnelle en 1999 avec la participation de producteurs volontaires (DIAKITE et DJOUARA, 2003).

Au Burkina Faso, par contre, ce n'est qu'en 2002 qu'un projet de coton biologique est lancé. Helvetas, en appui avec le Secrétariat d'Etat à l'Economie de la Suisse finançant à hauteur de 60 % des coûts du projet, a procédé au lancement de la phase pilote qui durera quatre ans (source : <http://www.newsaktuell.ch/f/print.htx?nr=100470169>).

En définitive, les expériences de coton biologique identifiées en Afrique de l'Ouest sont des projets initiés par deux ONG européennes, PAN UK et Helvetas, en appui avec des acteurs locaux. Au Bénin, les tonnages de coton biologique sont passés de 5 tonnes en 1997 à 185 tonnes en 2002-2003 (PARROT et VAN ELZAKKER, 2003; www.sustainablecotton.org/WW/index.html).

II.3.2. Acteurs impliqués et rôle

Plusieurs acteurs sont impliqués dans la réalisation des différents projets de coton biologique avec principalement les ONG initiatrices. Les projets d'Helvetas, particulièrement, intègrent l'ensemble de la chaîne de production jusqu'à la vente du coton en Suisse.

- Helvetas, dont l'objectif majeur est de soutenir des projets dans les pays du Sud qui encouragent un développement autonome et durable, pilote l'ensemble des projets de coton biologique au Burkina et au Mali. Cette association a pour souci de promouvoir des liens entre acheteurs du Nord et producteurs du Sud par l'intégration verticale des différents partenaires de la filière coton (DIAKITE et DJOUARA, 2003). L'ONG a la même mission autant au Mali qu'au Burkina Faso qui consiste en des mesures de formation, des conseils et appuis aux paysans, ainsi que des travaux de recherches et la promotion du coton jusqu'aux acheteurs suisses. C'est pour cette raison qu'elle a signé un accord de collaboration avec la CMDT.
 - En effet, dans ce projet la CMDT offre ses agents qui interviennent pour la formation, l'information et la sensibilisation des paysans sur les principes de l'agriculture biologique et les techniques de production du coton biologique. Elle se charge également de l'évacuation du coton des villages, de son égrenage et de son paiement aux producteurs.
 - En matière de recherche socio-économique, Helvetas s'est liée à l'Institut d'Economie Rurale (IER) et l'Institut Polytechnique Rural - Institut de Formation et de Recherche Appliquée (IPR-IFRA). L'ICRAF (Centre International de Recherche en Agroforesterie) intervient en matière de recherche en agroforesterie c'est-à-dire l'introduction de plantes fertilisantes et la jachère améliorée. Il s'agit d'enfouir des espèces de légumineuses de couvertures sur coton en vue de relever la fertilité des sols.
 - Quant à l'ONG ENDA Tiers Monde, elle a pour mission la sensibilisation en matière de réduction du travail des enfants. Le travail des enfants suscite des inquiétudes auprès des deux principales entreprises suisses qui achètent à travers des filateurs indiens le coton biologique malien. Il s'agit de Migros (Entreprise suisse active entre autre dans la vente en détail de toute marchandise à part l'alcool et le tabac, c'est une union de coopératives) et de Switcher (Entreprise suisse spécialisée dans la vente en détail d'articles textiles). Les enfants participent à la récolte du coton qui se fait à la main ; ce qui n'est pas conforme aux règles de l'OIT.
 - Les producteurs enfin sont regroupés au sein de deux entités, l'APCB (Association des Producteurs de Coton Biologique) et la CPCB (Coopérative des Producteurs de Coton Biologiques).
- Au Bénin, les principaux acteurs intervenant dans la filière coton biologique sont :
 - Les producteurs regroupés au sein de l'OPCB (Organisation Paysanne de Coton Biologique) ; ils sont au nombre de 367 et assurent la production du coton biologique ;
 - Les services d'encadrement, OBEPAB et PADIC (Projet d'Appui au Développement Institutionnel de la Circonscription urbaine de Kandi)

interviennent dans l'encadrement technique, la formation des producteurs à travers leurs agents. Le PADIC organise également la commercialisation primaire du coton graine biologique.

- Les égreneurs, les transporteurs ;
- Les organismes de supports financiers, au nombre desquels l'on compte le CBDD (Centre Béninois pour le Développement Durable), les ONG PAN-UK et PAN-Africa. L'ONG PAN-UK a assuré le soutien financier pendant les deux premières années du projet et les quatre dernières années ont été supportées financièrement par le CBDD ;
- La RCF (Recherche Coton et Fibres), l'INRAB (Institut National des Recherches Agricoles du Bénin) et le CADER (Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural) apportent leur appui en terme de recherche scientifique ;
- Le certificateur, ECOCERT.

➤ Au Sénégal, la filière de coton biologique s'organise autour de :

- Producteurs organisés en unions, regroupées elles-mêmes en fédération ;
- L'équipe de ENDA-Pronat qui organise, gère et coordonne les activités du projet ;
- L'ONG PAN-UK s'occupe de rechercher les fonds pour le projet, prendre contact avec les consultants externes et se charge d'élaborer une stratégie de commercialisation ;
- ECOCERT, organisme de certification basé en France avec un représentant se trouvant au Sénégal ;
- Le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) de femmes qui se charge de collecter, de transformer et de commercialiser les graines de neem (arbre local dont les graines ont des propriétés insecticides) ;
- La SODEFITEX qui se charge de vendre les semences au projet et d'assurer l'égrenage de son coton et enfin achète souvent aux producteurs le coton graine non-conforme aux exigences biologiques ;
- L'ISRA qui assure la recherche scientifique.

II.3.3. Raisons motivant les paysans à la culture de coton biologique

L'engouement des paysans pour la culture biologique s'explique par plusieurs raisons et elles sont les mêmes d'un pays à l'autre. Elles sont principalement d'ordre économique et sanitaire. Au plan économique, le coton biologique se vend 20 % plus cher que le coton conventionnel améliorant nécessairement les revenus des paysans. La réduction de l'endettement des producteurs liés à l'achat d'intrants chimiques est aussi un facteur économique motivateur. Les producteurs peuvent ainsi améliorer leur revenu.

Au niveau sanitaire, considérant que les pesticides biologiques sont moins toxiques que les pesticides chimiques, leur utilisation par les producteurs présente moins de risque pour eux, leur famille et leurs animaux.

II.3.4. Technologies adoptées en matière de fertilisation et de protection phytosanitaire dans le cadre de la production de coton biologique.

En matière de fertilisation et de protection phytosanitaire, la production de coton biologique valorise les ressources locales. Ainsi, pour combattre les attaques des ravageurs, les paysans utilisent plusieurs types d'extraits aqueux de plantes ayant des vertus insecticides ou insectifuges ; au Mali par exemple, les extraits de graine de neem mélangés à de l'huile

de "Koby" et de "Npeku" sont utilisés. Au Bénin, par contre les extraits de neem sont associés à l'urine de vache, à l'ail, à l'extrait de feuilles de papayer et à du savon traditionnel.

La fertilisation consiste en l'utilisation de bouse de vache, de fiente de volailles, de tourteaux de palmistes ajoutés à la cendre de bois. De plus, des pratiques de gestion de fertilité des sols sont appliquées notamment la rotation coton – légumineuses – céréales – légumineuses en vue de renforcer la durabilité des systèmes de production du coton biologique.

Ces fertilisants et ces biopesticides sont épandus sur des exploitations cotonnières de petites tailles. Les superficies emblavées au Mali, en coton biologique, varient en moyenne de 0.55 à 0.68 hectare par exploitant.

Sur base d'enquête effectuée au Mali par DIAKITE et DJOUARA (2003), les paysans ne notent aucun effet nocif de ces intrants biologiques. Néanmoins, cette analyse n'a pas une base scientifique et aucune étude n'a été effectuée dans les autres pays.

Ces technologies souvent nouvelles pour certains paysans requièrent une main d'œuvre abondante et une charge de travail élevée. Mais comme le coût des intrants biologiques est réduit, le paysan se retrouve en aval avec un coût de production faible.

II.3.5. Impacts de la production de coton biologique

Les impacts ici se rapportent aux effets sanitaires et environnementaux, et aux effets socio-économiques de la production de coton biologique. Les données considérées sont fournies sur base d'étude qualitative dans différents pays.

II.3.5.1. Impacts sanitaires et environnementaux

Aucune étude quantitative n'a été menée pour déterminer les impacts de la production de coton biologique sur l'environnement et la santé des producteurs, leurs proches et leurs animaux ; mais ces effets (impacts) sont basés sur des témoignages de producteurs et des constats au champ (TON, 2002b).

Des producteurs maliens de coton biologique interrogés estiment qu'ils souffrent moins de maladies comparativement aux effets induits par les intrants chimiques usés en culture conventionnelle ; ils sont moins sujets aux intoxications alimentaires. Au Bénin, « *des producteurs ont déclarés avoir mangé juste après les séances de pulvérisation sans s'être lavés correctement les mains et que cela n'avait eu aucun effet sur leur santé* » (Anonyme, 2002a). Il s'agit de pulvérisation d'extrait de neem. Certains témoignages au Mali ont révélés que « *les feuilles de neem préparées en mélange avec d'autres feuilles donnent une tisane qui peut guérir la constipation* ».

Une réduction des problèmes de santé signifie pour les producteurs moins d'investissement dans les dépenses médicales, une amélioration de leur performance et un gain d'efficacité dans leurs activités agricoles.

Au plan environnemental, des divers constats faits par des producteurs béninois et maliens, il ressort que sur les sols ayant reçu de la matière organique il y a réapparition de termitières et d'un groupe important de vers de terre dans les champs de coton (ce qui signifie une régénération de la fertilité des sols) et la préservation des prédateurs naturels des ravageurs réalisant ainsi un équilibre biologique entre prédateurs et parasites (ce qui signifie préservation de la biodiversité).

D'autres observations ont montré que les cours d'eau situés près des champs de coton biologiques étaient moins pollués en raison de la réduction de la quantité de pesticides utilisés dans ces zones ; les ressources halieutiques sont ainsi moins intoxiquées.

II.3.5.2. Impacts socio-économiques

Les aspects pris en compte sont la sécurité alimentaire et le revenu des producteurs.

Dans le projet pilote au Mali, des producteurs ont constaté une augmentation des rendements des céréales (maïs, sorgho, mil) qui viennent en rotation à la place du coton biologique. Cela est dû à la forte fertilisation des parcelles biologiques qui profite aux céréales en tête de rotation. Cette augmentation des rendements peut assurer une autosuffisance alimentaire favorisant *« à terme une bonne reproductivité des ménages et la garantie de la pérennisation des exploitations »* (ANONYME, 2002a).

Les producteurs interrogés affirment que la culture du coton biologique a contribué à augmenter leurs revenus monétaires. Etant donné que ce ne sont que des données qualitatives, *« l'impact du coton biologique sur les revenus des producteurs maliens ne pourra être perçu en utilisant des modèles avec des données quantitatives »* (DIAKITE et DJOUARA, 2003).

II.3.6. Certification

L'organisme de certification pour l'ensemble des projets est ECOCERT. Au Sénégal, l'organisme a un représentant basé sur place.

Le certificateur effectue le contrôle de la production biologique du coton. Avant le semis, pour le constat de friche, des prélèvements de sol sont effectués pour leur analyse au laboratoire. Puis lors de la floraison/capsulation, des échantillons de coton sont recueillis pour des analyses au laboratoire. Un contrôle est également fait des documents sur le recensement des producteurs et le suivi des activités agricoles.

Selon TON (2002a), les coûts de certification sont considérables. Dans de nombreux projets en Afrique Subsaharienne, poursuit-il, ces coûts se limitent à 2 à 10 % du coût des fibres de coton biologique. Toutefois, pour notre auteur, ils pourraient représenter 20 à 50 % de la valeur de coton fibre biologique dans des petits projets comme au Bénin et au Sénégal. Ces coûts élevés peuvent constituer des barrières à l'engagement de certains producteurs à l'agriculture biologique. De plus, ces procédures d'inspection développées dans le Nord ne sont pas toujours adaptées aux conditions locales, spécialement dans un continent comptant un nombre élevé de petits producteurs.

Pour RUNDGREN et LUSTIG cités par PARROTT et VAN ELZAKKER (2003), *« le manque de normes locales, de capacité de certification et d'inspection signifie que les pays du Sud contribue relativement peu au développement des normes »*. Une telle situation entraîne de ce fait un état de dépendance des petits producteurs du Sud vis-à-vis des organismes certificateurs du Nord, d'où la nécessité de mettre sur pied des organismes de certification de production biologique propre à l'Afrique.

A ce jour, la Tunisie est le seul pays Africain ayant ses propres normes biologiques (compatibles aux normes européennes), ses propres systèmes de certification et d'inspection. L'Egypte et l'Afrique du Sud ont fait des progrès significatifs dans ce sens (PARROTT et VAN ELZAKKER, 2003).

Pour PARROTT et VAN ELZAKKER (2003), il y a six ans des tentatives similaires ont été initiées en Afrique de l'Ouest. La Fondation ECOFAIR (Pays-Bas) aidée par IFOAM et NOVIB (ONG néerlandaise pour la coopération au développement international) ont élaboré un rapport sur les stratégies de certification en Afrique de l'Ouest et organisé des rencontres de consultation nationale au Ghana et au Sénégal. Malheureusement, les résultats de cette initiative sont restés sans suite. Plusieurs raisons sont évoquées pour expliquer les échecs de mise en place de normes de certification dans les pays du Sud. Pour ces mêmes auteurs, *« ce n'est apparemment pas toujours causé par les particularités des exigences biologiques, qui parfois peuvent être un facteur limitant, mais c'est plus un problème structurel »*. Ces exemples ci-après illustrent bien leur propos :

- *Deux des trois plantations de sucre en Maurice qui ont été converties en production biologique ont été abandonnées (raisons agronomiques et problèmes de normes).*
- *Des exportations d'ananas biologiques de plusieurs pays ouest-africains (Côte d'Ivoire, Ghana et Togo) ont été abandonnées à cause d'une incapacité à trouver une méthode alternative pour induire la floraison après que de nouvelles normes biologiques aient été introduites. Ce qui fait qu'il est difficile de planifier la production ou de définir des objectifs de livraison avec les acheteurs et les transporteurs.*
- *Plusieurs initiatives à Madagascar ont été abandonnées, pour plusieurs raisons, incluant l'incapacité à maintenir les contrôles de qualité, la communication et l'instabilité politique*
- *L'instabilité politique au Zimbabwe et en Côte d'Ivoire a effectivement interrompu les exportations de produits biologiques de ces pays.*

II.3.7. Commercialisation

L'évacuation du coton biologique des champs se fait par les sociétés cotonnières des pays concernés. Au Mali, la société cotonnière concernée est la CMDT. Elle se charge également du transport des récoltes jusqu'aux usines d'égrenage. Une fois égrainé, le coton est emballé et stocké dans des magasins réservés au coton biologique.

En 2003, la CMDT a payé le coton-graine aux producteurs à 240 FCFA le Kilogramme, ce qui correspond à une majoration de 20 % par rapport au prix du coton conventionnel ; et le paiement s'est fait sans retard.

La fibre produite cette même année au Mali a été classée de premier choix et vendue à 968 FCFA le Kilogramme.

II.3.8. Lien entre coton biologique et coton équitable

Il a toujours été souhaité de faire un lien entre produits biologiques et commerce équitable est souhaité. L'IFOAM dans son assemblée générale de Novembre 1998 a adopté « *le principe général que la justice social et les droits sociaux font partie intégrante de l'agriculture biologique et ses processus* » (BROWNE et al., 2000).

Le lien est sans doute suscité par le fait que l'un des critères du commerce équitable est le respect de l'environnement.

Les critères environnementaux du coton équitable définis par FLO (www.fairtrade.net/sites/standards/sp.html) en Avril 2004 stipulent que :

« Les petits producteurs doivent adopter des systèmes de gestion intégrée des cultures. Ces systèmes, qui visent un équilibre entre protection de l'environnement et résultats économiques, combinent rotation culturale, sélection culturale et utilisation attentionnée des intrants chimiques. L'usage des pesticides classe I a+b est à proscrire. Le guide FAO du Code International de Conduite de Distribution et d'Utilisation de Pesticide doit être suivi par les paysans.

Autrement dit, les paysans doivent réduire leur usage des pesticides chimiques et faire usage partiellement ou graduellement des intrants biologiques (engrais verts et compost) et des méthodes biologiques de contrôle des ravageurs et des maladies. Ainsi, si une certification biologique est en cours, les méthodes de production pourraient être adaptées comme normes de production biologique. Il est également recommandé de protéger les ressources en eau (eau de surface, nappe phréatique et canaux d'irrigations) et les écosystèmes aquatiques des pratiques non vitales et polluantes.

De plus, l'utilisation de variétés de coton OGM devrait être évitée autant que possible ».

Aucune donnée relative à ce point n'est disponible au Bénin et au Sénégal. Toutefois, au Mali, sur le projet de coton biologique, les travaux de définition des « standards » de coton équitable, c'est-à-dire des normes à atteindre pour recevoir le label, sont en cours. A cet effet, la CMDT a mis en place une division commerce équitable au sein de la direction de la production agricole.

Cependant, il est bien de rappeler qu'une production de coton biologique vendue de manière équitable se fait en Ouganda (MALLINS et NELSON, 1999). Ce projet, plus avancé que celui au Mali, est porté par la "Farmers Fair Trade Uganda (FFT (U))". Le projet est facilité par l'existence de "Lango Farmers Cooperative Union", une organisation paysanne qui s'occupe de la commercialisation du coton biologique et autres produits biologiques. L'acheteur qui est la FFT (U) se charge de supporter les coûts de certification qui s'élèvent à 40 000 dollars par saison. Les organismes de certification biologique sont KRAV (Suède) et SKAL (Pays-Bas). Les critères sociaux en considération dans ce projet comprennent les règles de santé et sécurité de base. Mais en 1998, ces critères sociaux n'avaient pas encore d'impact à cette étape du projet de coton biologique.

II.4. Autre type de coton : le coton Bt

L'apparition des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) dans l'espace agricole et commercial donne lieu à de nombreuses polémiques. Si pour GEORGE (2003), « *il est désormais établi que les échanges de pollen entre OGM et plantes cultivées ou sauvages sont courants* », il est évident qu'il se pose alors un problème de "coexistence" entre cultures génétiquement modifiées et agriculture conventionnelle et biologique.

L'introduction de coton OGM en Afrique de l'Ouest où des projets de coton biologique et / ou équitable sont en cours suscite de nombreuses questions. Est-il nécessaire ou non d'introduire les cotons OGM en Afrique Occidentale ?

II.4.1. Qu'est-ce que le coton Bt ?

Le coton Bt fait partie d'un ensemble de trois types de coton génétiquement modifié : le coton OGM tolérant aux herbicides (45 %), le coton OGM résistant aux insectes (25 %) et le coton OGM à la fois tolérant aux herbicides et résistant aux insectes (30 %) (MAYER, 2002).

« *Les lettres Bt sont les initiales de Bacillus thuringiensis, une bactérie se trouvant naturellement dans les sols et produisant des toxines. Des scientifiques ont isolé certains gènes responsables de la production de ces toxines et ils ont par la suite utilisé des techniques du génie génétique pour les insérer dans le coton. Les cotonniers Bt qui en résultent expriment les toxines Bt et les ravageurs sensibles meurent en les mangeant* » (Anonyme, 2004a et anonyme, 2004b). Le coton Bt est donc un coton OGM résistant aux insectes, surtout les lépidoptères (chenilles) (MAYER, 2002).

La variété "Bollgard" de Monsanto (firme agropharmaceutique américaine) est la plus cultivée dans le monde bien qu'il existe d'autres variétés, "Widestrike" de Dow Agrosiences des Etats-Unis et "Coton Vip" de Syngenta de Suisse.

Les cotons OGM ont été commercialisés pour la première fois aux Etats-Unis en 1996 et ils sont cultivés majoritairement aux Etats-Unis, en Argentine, en Australie, en Chine, au Mexique, en Afrique du Sud et en Indonésie ; et les surfaces cultivées par ce type de coton étaient estimées en 2001 à 5 millions d'hectares soit environ 10 % des surfaces cultivées en coton dans le monde (MAYER, 2002).

II.4.2. Opportunités et contraintes liées à l'introduction du coton Bt en Afrique de l'Ouest

Actuellement, aucune semence de coton Bt n'est officiellement commercialisée sur le marché des pays de l'Afrique de l'Ouest mais il est de plus en plus question d'introduire des semences de ce type de coton. Seul le Burkina Faso a officiellement annoncé mener des expérimentations sur le coton Bt en juillet 2003 (GRAIN, 2004a ; GRAIN, 2004b et www.grioo.com/info564.html). Selon les initiateurs (Monsanto et gouvernement burkinabé), *« les essais devront prouver "la viabilité" du coton Bt mis au point par Monsanto, dans les conditions climatiques burkinabé et sa capacité à "s'auto-protéger" contre les chenilles Helicoverpa qui compromettent chaque année environ 50 % de la production totale »*. (www.grioo.com/info564.html). La firme suisse Syngenta y mène également des essais. L'introduction d'une nouvelle technologie fait naître des controverses. Il en est de même pour le coton Bt en Afrique de l'Ouest. Il y a d'un côté des avis qui sont favorables à cette technologie et leurs partisans les trouvent opportunes, et de l'autre côté des voix qui s'élèvent contre l'entrée du coton Bt sur l'espace agricole ouest-africain et présentent leurs arguments comme des contraintes. L'un ou l'autre avis se base sur des expériences vécues dans les pays où le coton Bt est déjà cultivé commercialement pour étayer leurs propos.

Comme opportunités, les promoteurs du coton Bt avancent que *« le coton Bt va réduire l'usage d'insecticides, augmenter les rendements, et les revenus des paysans »* (GRAIN, 2004b). En effet, pour eux, il est clair que l'utilisation du coton OGM résistant aux insectes conduit à la diminution de l'usage massif d'insecticides dans la production de coton. Aux Etats-Unis, selon l'EPA (Environmental Protection Agency) en 2001, les Etats dans lesquels le coton Bt est cultivé à 60 % notent une réduction de traitements insecticides de 3 à 1.5 (www.epa.gov/scipoly/sap/2000/october/brad7_cotton_final.pdf). En Chine, l'utilisation d'insecticides sur coton non-Bt est cinq fois plus élevée que sur coton Bt (PRAY et al. (2001) cités par MAYER (2002)). Concernant les rendements, Monsanto signale une augmentation de 17 à 38 % dans quatre essais avec Coton Bt en Afrique du Sud (www.monsantoafrica.com/reports/bt_cotton/BtCottonReport.html). Une augmentation des rendements signifie alors une augmentation des revenus.

Pour ceux qui sont contre son introduction, le coton Bt ne peut réduire l'usage d'insecticides. En effet, *« le coton Bt donne seulement un contrôle partiel de certaines chenilles (lépidoptères). Pour combattre les chenilles Spodoptera et les chenilles Pseudoplusia includens, les agriculteurs américains qui utilisent des traitements supplémentaires d'insecticides pour leur coton Bt, ont quand même perdu environ 2600 tonnes de coton soit 1.4 % de leur production totale, valant 3.6 millions de dollars, à cause de ces deux ravageurs »* (GIANESSI et al., 2002). Le coton Bt ne contrôle spécifiquement que certains ravageurs. C'est le cas en Afrique de l'Ouest où les ravageurs potentiellement contrôlés par le coton Bt ne sont pas ceux les plus importants à causer des dégâts (GRAIN, 2004b). Des études menées en Inde pour déterminer les rendements du coton Bt ont révélé que le coton conventionnel produisait plus de capsules que le coton Bt (respectivement 95 et 50 capsules) (SAHAI et RAHMAN, 2003). Le coton Bt n'est donc pas toujours plus producteur. Les revenus des petits producteurs en Afrique de l'Ouest ne sont pas sûrs d'augmenter, puisqu' *« en achetant des semences de coton Bt, les agriculteurs sont obligés de payer des frais de technologie (approximativement 50 dollars/ha en Afrique du Sud), ajoutés au prix des semences. De plus au Mali, le prix total pour les insecticides est, en moyenne, 62 dollars/ha. »*

(GRAIN, 2004b). Ainsi, le paysan se retrouve-t-il avec des frais supplémentaires qu'il doit inclure dans ses coûts de production.

Pour les opposants à l'introduction du coton, les paysans vont changer certaines pratiques traditionnelles en ce sens qu'« ils vont être obligés de payer et de signer le contrat d'utilisation de technologie de Monsanto » (GRAIN, 2004b). Ce contrat stipule essentiellement que :

- « *L'agriculteur ne peut pas conserver de semences pour les replanter ;*
- *Il est interdit à l'agriculteur de fournir des semences à quiconque ;*
- *L'agriculteur devra payer 120 fois la redevance due pour l'utilisation de la technologie, les amendes légales si il ne respecte pas le contrat. »* (GRAIN, 2004a).

En Afrique de l'Ouest où le niveau d'alphabétisation des paysans adultes est bas pour comprendre les closes du contrat et où les agriculteurs ont l'habitude d'user des semences d'anciennes récoltes, ces paysans risquent d'être condamnés pour non-respect de contrat.

L'une des préoccupations majeures des non-favorables au coton Bt est la probable contamination des cotons non - OGM (conventionnel, équitable ou biologique) par les pollens des cotons Bt. Cette contamination constitue une menace particulièrement grave pour les agriculteurs biologiques dans la mesure où selon les règlements de l'IFOAM « *le génie génétique n'a pas sa place dans la production et la préparation des produits issus de l'agriculture biologique. Les organismes de réglementation de certification doivent établir des règles et mettre en œuvre tous les efforts pour s'assurer, y compris par la documentation, qu'aucun organisme génétiquement manipulé ni son produit dérivé, ne sont utilisés dans la production ou la préparation de produits biologiques* » (ANONYME, 2000).

Conclusion générale et perspectives

Il ressort au terme de notre étude, qu'une filière de coton biologique et une filière de coton équitable existe ou est en cours dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal. Si la plupart des projets de coton biologique ont débuté au milieu des années 90, les projets de coton équitable sont très récents (annexe). La mise sur pied d'une filière de coton équitable requiert trois années et les premiers produits issus de coton ouest-africain apparaîtront en Europe au printemps 2005. Il faut noter que l'ensemble des projets est initié par des ONG du Nord en collaboration avec des acteurs locaux.

En matière de production de coton biologique, les paysans utilisent des ressources locales comme fertilisants et produits phytosanitaires. Ces intrants biologiques ont un coût réduit. Les paysans se retrouvent ainsi avec un coût de production faible malgré une main d'œuvre abondante et une charge de travail élevée.

Les expériences de coton biologique, à la lumière de cette étude, révèlent que malgré quelques balbutiements, la culture du coton biologique a des impacts positifs sur les revenus des producteurs, leur santé et sur les ressources naturelles du terroir.

Pour l'ensemble des projets de coton biologique, l'organisme de certification est ECOCERT. Il a un représentant basé au Sénégal. Les coûts de certification sont considérables, représentant parfois 20 à 50 % de la valeur des fibres de coton biologique. Les pays ouest-africains gagneraient à avoir sur place des organismes locaux qui leur permettraient de réduire les coûts de certification.

Concernant les liens entre coton biologique et coton équitable, un programme de définition des "standards" du coton équitable est en cours dans le projet de coton biologique au Mali.

Tous ces projets visent non seulement une rémunération accrue des petits producteurs de coton mais également veulent aboutir à une production de coton plus respectueuse de l'environnement.

Mais ces efforts risquent d'être compromis par l'introduction du coton Bt, si l'on s'en tient aux propos des non favorables à cette introduction.

Pour atteindre les résultats escomptés, les projets de coton biologique et / ou équitable nécessitent la prise en compte des facteurs techniques, socio-économiques, politiques et institutionnels. Les recommandations suivantes, que nous formulons, vont dans ce sens :

Au plan technique,

- mener des recherches pour des techniques culturales mieux adaptées ; ces recherches devraient viser à terme de réduire la main d'œuvre et le temps de travail ;
- renforcer la formation des agents de terrain et des producteurs pour un meilleur contrôle du système de production du coton biologique

Au plan socio-économique,

- renforcer les concertations entre les différents acteurs intervenant dans la filière de coton biologique.

Au plan politique et institutionnel,

- intégrer les recherches sur le coton biologique dans les programmes nationaux de recherche
- trouver des débouchés pour le coton biologique et surtout trouver les moyens de transformer localement la production.
- inciter les paysans à diversifier leur production en vue de garantir au mieux leur revenu agricole.

L'objectif principal du travail qui consistait à faire globalement une analyse des filières coton biologique et / ou équitable a recueilli des points de satisfaction. Nous avons identifié quatre pays ouest-africains dans lesquels des projets sont initiés. Les acteurs de chaque projet sont connus. Toutefois, faute de données de terrain (toutes les informations disponibles sont documentaires), nous ne pourrions montrer comment s'établissent les liens entre les différents acteurs.

Ce qui nous a le plus frappé, c'est que le commerce équitable bien que représentant 1 % du commerce mondial est promu par une multitude d'ONG du Nord. Ces ONG sont dans la plupart des cas financées par des gouvernements de pays européens. Ces ONG agissent-elles par simple militantisme ? A la lumière de tous les objectifs avancés par celles-ci, il est évident que l'enjeu pour ces ONG, c'est d'affranchir les paysans des modèles de croissance productiviste qui ont trouvés leur essor dans le processus de mondialisation. La mondialisation marginalise un grand nombre de producteurs agricoles de nombreux pays.

De part notre formation initiale en Défense des Cultures (science "dure"), à travers ce travail, nous retenons que désormais nous n'appréhenderons pas les problèmes sous un seul angle mais en intégrant tous les facteurs économiques, sociaux et environnementaux.

En terme méthodologique, cette étude se présente pour nous comme un exercice d'acquisition des bases de la recherche documentaire nécessaire à tout début de recherche (scientifique, sociale et économique).

Comme perspectives, nous pensons que les pistes de recherche suivantes sont à explorer :

- Lien entre niveau d'alphabétisation des paysans et intoxication liée au mauvais usage des intrants chimiques;
- Etude de l'influence de la privatisation de la filière coton sur la mise en place de filière de coton biologique ; la privatisation fait apparaître de nouveaux acteurs avec le désengagement des Etats.
- Analyse de l'impact des coûts de certification du coton biologique sur l'évolution de la filière de coton biologique en Afrique de l'Ouest ;

Références bibliographiques

ANONYME, (1998). Succès de la lutte intégrée (IPM) pour le coton. La lutte raisonnée, n°10. Pesticide Action Network UK, Londres, United Kingdom, pp.1-5.

ANONYME, (2000). Règles de Base IFOAM pour la production et la préparation en Agriculture Biologique, décidées par l'assemblée générale de l'IFOAM, Bâle, Suisse. http://www.ifoam.org/standard/02french_ibs.pdf cité par: GRAIN (2004b). Le coton Bt à la porte de l'Afrique de l'Ouest : il faut agir ! GRAIN, Cotonou, Bénin, 26 p.

ANONYME (2002a). Le coton au Bénin: rapport de consultation sur le coton conventionnel et le coton biologique au Bénin. Pesticides Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom PAN *Uk* and Organisation Béninoise pour la Promotion de l'Agriculture Biologique OBEPAB, London, United Kingdom, 36 p.

ANONYME (2002b). Lutte contre les ravageurs, sécurité alimentaire et coton biologique au Sénégal. Pesticides Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom PAN *Uk* and Pesticide Action Network Africa PAN Africa, London, United Kingdom. 34 p.

BADEN S. (2004). 'L'Or blanc' devient poussière : quelle voie pour promouvoir le coton en Afrique de l'ouest ? Document de synthèse d'Oxfam n° 58, Oxfam International. 36 p.

BAFFES J. (2000). Le marché mondial du coton: structure, évolutions récentes et perspectives. Perspectives cotonnières. Banque mondiale, Washington, Etats-Unis. 5 p.

BEROUD F. (2001). Coton et environnement.
Source:http://www.dagris.fr/fr_vpagdet.asp?table=coton&titre=Informations%20sur%20le%20coton&z=&i=&Id=14&Dateinv=79962762

BERTHOME J. (2003). La confrontation des acteurs autour des enjeux de la filière coton au Mali. La décentralisation en Afrique de l'Ouest, entre politique et développement. Editions Karthala, Paris, France, pp. 299-316.

BORIS J. P. (2003). Coton africain et commerce équitable. Chronique des matières premières du 13/11/2003. <http://www.rfi.fr>

BOWEN B. (2001). « Let's go Fair ! ». Mémento du Commerce Equitable 2001 de l'EFTA (European Fair Trade Organisation), pp. 22 – 45.

BROWNE A. W., HARRIS P.J.C, HOFNY-COLLINGS, PASIECZNIK N. and WALLACE R.R. (2000). Organic production and ethical trade: definition, practice and links. Food Policy n° 25, Pergamon, pp.69-89.

CHANSELME J. L. (2004).Deuxièmes journées annuelles de l'Association cotonnière africaine (Aca) les 4 et 5 mars à Dakar, Sénégal : Quelles perspectives à court terme pour le coton africain ? , Afrique Agriculture n° 324, pp. 15-17.

DIAKITE L. et DJOUARA H. (2003). Etude socio-économique de la production du coton biologique 2002 – 2003 au Mali. Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche, Institut d'Economie Rurale, Programme Economie des Filières. 48 p.

DUCOEUR C. (2004). Le commerce équitable du coton. La lettre de Dagris n° 5. DAGRIS, Paris, France.

EL-HADJI H., VON DER WEID J. M., SCIALABBA N. (2001). L'agriculture biologique au Sénégal, FAO, Rome, Italie.

Disponible sur [http : // www.fao.org/docrep/003/X6915F/x6915f00.htm](http://www.fao.org/docrep/003/X6915F/x6915f00.htm)

FARGUES L. (2003). Max Havelaar prépare les vêtements équitables, mis en ligne le 12/11/2003

Source : [http : //www.abcburkina.net/coton_act/coton_equit_2.htm](http://www.abcburkina.net/coton_act/coton_equit_2.htm)

FOK A. C. (2002). Préserver un futur au coton africain : la revendication légitime d'équité dans les échanges mondiaux ne sera pas suffisante.

Source : <http://www.cirad.fr/presentation/programmes/coton/fok.pdf>.

GIANESSI L., SILVERS C., SANKULA S., CARPENTER J. (2002). Plant Biotechnology: current and potential impact for improving pest management in U.S. Agriculture an analysis of 40 case studies, National Center for Food and Agriculture Policy.

GEORGE S. (2003). Personne ne veut des OGM, sauf les industriels. Le monde diplomatique d'Avril 2003, pp. 4-5. <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/GEORGE/10086>

GRAIN (2004a). Le coton Bt à la porte du Mali: il faut agir! GRAIN, Cotonou, Bénin, 4 p.

GRAIN (2004b). Le coton Bt à la porte de l'Afrique de l'Ouest : il faut agir ! GRAIN, Cotonou, Bénin, 26 p.

Groupe intergouvernemental sur la banane et sur le fruits tropicaux, première session, Gold Coast (Australie), 4 – 8 mai 1999 : Le marché de la banane « biologique » et de la banane du commerce équitable, 14 p.

Source : <http://www.fao.org/docrep/Meeting/X1149F.htm>

HAFFMANS S. (2001). Le coton et les textiles. Mémento du Commerce Equitable 2001 de l'EFTA (European Fair Trade Organisation), pp. 196-220.

HUREL F. (2004). Le commerce équitable en route vers la maturité. Collection Zooms de l'APCE (Agence Pour la Création d'Entreprises), Paris, France. 37 p.

JOHNSON P. W. (2002). Commerce équitable : Cahier de propositions pour le 21 ème siècle. Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, Pôle socio-économique de Solidarité.48 p.

MALLINS A. and NELSON V. (1999). Ethical trade and sustainable rural livelihoods – Case studies. Farmers Fair Trade (Uganda) Ltd, Organic Cotton Trade case study. <http://www.nri.org/NRET/cscotto.pdf>

MAYER S. (2002). Genetically modified cotton: implications for small-scale farmers. Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom, PAN Uk, London, United Kingdom, 35 p.

MYERS D. (1995). Organic production – picking the pesticides out of cotton. Pesticides News n° 28. Pesticides Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom, PAN *Uk*, London, United Kingdom. pp. 17-19. Disponible sur le site: <http://www.pan-uk.org/pestnews/pn28/pn28p17.htm>

MYERS D. (2000). Organic cotton update. Pesticides News n° 50. Pesticides Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom, PAN *Uk*, London, United Kingdom. pp. 14-15.

Nouveau projet de coton bio au Burkina Faso – Les premiers produits textiles du projet pilote au Mali en vente en Suisse [12. 12. 2003 – 09 : 30 Uhr]Source : <http://www.newsaktuell.ch/f/print.htx?nr=100470169>

PAILLET S. et KORECKA K. (2003). Le commerce équitable. Fiche du Haut Conseil au Commerce International Paris, France. Disponible sur le site <http://www.hcci.gouv.fr/lecture/fiches/fi01.html>

PARROT N. and MARSDEN T. (2002). The Real Green Revolution: organic and agroecological farming in the South. Greenpeace Environmental Trust, London, United Kingdom. 148 p.

PARROT N. and VAN ELZAKKER B. (2003). Organic and like-minded movements in Africa: development and status. International Federation of Organic Agriculture Movements IFOAM, Bonn, Germany, 129 p.

PERSPECTIVES COTONNIERES, "Le secteur du coton en Afrique de l'Ouest et du Centre", bulletin trimestriel de la Banque Mondiale sur les enjeux et les options de réforme politique dans la filière coton, juin 1999.

POULIQUEN K. (2003). Le commerce équitable. Marabout, France. 120p.

Rapport mondial sur le développement humain 2003. Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD, New York, Etats-Unis. 368 p.

SAHAI S. and RAHMAN S. (2003). Performance of Bt cotton in India: data from the first commercial crop. Gene Campaign, India. <http://www.genecampaign.org/btcotton.html>

SCIALABBA N. and HATTAM C. (2002). Organic agriculture, environment and food security. Environment and Natural Resources Series 4. Food and Agriculture Organisation of the United Nation FAO, Rome, Italy. Disponible sur le site : <http://www.fao.org/DOCREP/005/Y4137E/Y4137E00.htm>

TEFF J. (1998). Filière coton. Sécurité alimentaire et filières agricoles en Afrique de l'Ouest, enjeux et perspectives quatre ans après la dévaluation du Franc CFA. Institut du Sahel, 6 p.

TON P. (2002a). Organic cotton production in sub-Saharan Africa: the need for scaling-up. Pesticides Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom PAN *Uk*, London, United Kingdom. 67 p.

TON P. (2002b). The international market for organic cotton and eco-textiles. Pesticides Poverty and Livelihoods project. Pesticide Action Network United Kingdom PAN *Uk*, London, United Kingdom. 34 p.

VALENGHI D., TRAORE D. (2004). Rapport annuel 2003. Programme coton biologique. Helvetas - Mali, Bamako, Mali. 15 p.

WATKINS K. et SUL J. (2002). Cultiver la pauvreté : l'impact des subventions américaines au coton sur l'Afrique. Documents de Briefing d'Oxfam n° 30. 43 p.

WILLER H. and YUSSEFI M. (2004). The World of Organic Agriculture, Statistics and Emerging Trends 2004. International Federation of Organic Agriculture Movements IFOAM, Bonn, Germany. Disponible sur: [http:// www.soel.de/inhalte/publikationen/s/s_74.pdf](http://www.soel.de/inhalte/publikationen/s/s_74.pdf)